

ABERRI EGUNA 2002



UDALBILTZA[®]
EUSKAL HERRIKO UDALETA HAUTETSIEEN BILTZARRA

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME : le fondement de la liberté de notre Peuple

Lors de la célébration de l'Aberri Eguna le 15 avril 2001, nous, élus municipaux basques, rassemblés dans UDALBILTZA,

Nous avons montré notre attachement sans équivoque aux principes humanitaires et à la défense des droits et libertés de la personne, valeurs défendues par nous depuis la fondation de notre Institution.

Il y a un an nous disions : " Violence et construction nationale sont incompatibles " et aussi " la fin et les moyens sont unis par un même principe : l'action exclusivement démocratique ".

Au jour d'aujourd'hui, alors que nous célébrons un nouvel Aberri Eguna, et que nous réaffirmons une fois encore les principes cités ci-dessus, nous proclamons l'existence d'un peuple, le Peuple Basque, avec sa personnalité et sa volonté propres ; un peuple qui constitue la Nation Basque, qui a le droit d'être reconnue comme telle, et de prendre part dans la future Europe unie, sur un pied d'égalité avec les autres nations européennes. Un Peuple Basque formé par toutes les personnes qui vivent dans ce pays, indépendamment de notre sentiment d'appartenance nationale ou de notre identité politique.

Devant des Etats engagés à vouloir imposer des modèles uniformisateurs d'appartenance nationale, nous proclamons la garantie de libre adhésion aux réalités nationales et aux peuples d'Europe au cœur de la construction de l'Union Européenne, par le moyen du droit d'autodétermination de tous les peuples européens.

Nous nous engageons pour des politiques qui cherchent à travers l'approfondissement de la démocratie, la consolidation de systèmes politiques justes et une économie durable, développée sur des bases plus équitables de redistribution de la richesse et qui défend les conquêtes sociales. Ainsi nous proposons la défense réelle et efficace des Droits de l'Homme, l'égalité entre les peuples et la lutte contre tout type de discrimination.

Nous, élus municipaux des sept territoires basques regroupés dans UDALBILTZA, nous rappelons à notre souvenir en ce jour d'Aberri Eguna toutes les personnes qui sont entrain de souffrir menaces,

extorsion et privation de leur liberté. Nous avons particulièrement en mémoire nos collègues qui ont été assassinés depuis la création d'UDALBILTZA et la rupture du cessez le feu : Jesus Mari PEDROSA (Conseiller de Durango), Manuel INDIANO (Conseiller de Zumarraga), Froilan ELESPE (Maire adjoint de Lasarte), Jose Javier MUGICA (Conseiller de Leitza) et Juan PRIEDE (Conseiller de Orio).

- Nous dénonçons ceux qui utilisent et valorisent la vie et la mort en fonction du bénéfice ou du préjudice qu'en retire leur stratégie politique. Qui pense et agit à partir de la logique de la mort, en éliminant physiquement son adversaire politique qui est aussi son concitoyen, méprise la valeur de la vie, les droits fondamentaux de la personne et la vie du peuple.

- Le Peuple basque n'a aucun besoin que quelqu'un au nom de la logique de la violence s'érige en interprète de ses aspirations politiques.

Nous pensons que le moment est venu où, la direction de ETA comme ses militants, doivent dépasser ce mépris ancien qu'ils ont toujours montré envers la volonté du peuple qu'ils prétendent défendre et qu'ils reconnaissent le préjudice dans tous les sens du terme, qu'ils font subir au Peuple Basque et à eux-mêmes.

Un exercice d'honnêteté, d'intelligence et de courage s'impose à nous, pour agir avec responsabilité devant l'histoire et devant notre peuple. Si ETA poursuit son actuelle stratégie de mort, en tant qu'élus municipaux de ce peuple, nous lui exigeons qu'il retire de son appellation les concepts Libertés et Euskadi.

Il est urgent de créer les conditions politiques et sociales pour promouvoir et développer un authentique processus de Paix et une solution politique démocratique. Bien que la situation présente soit difficile nous voulions, comme élus basques manifester à notre peuple que nous ne nous résignons pas au fatalisme et que nous voulons réagir et relever ce défi très important.

Donc ni abatement ni renoncement. Les citoyennes et citoyens basques ont le droit, nous avons le droit, à la Paix et à la Normalisation Politique. Nous devons écarter définitivement les stratégies du passé qui ont déjà échoué et qui resurgissent et prennent corps de nouveau. Stratégies d'isolement politique et social qui nous amènent à des situations d'avant la démocratie avec leur

cortège d'il légalisations politiques, de violence constante, d'actions et de réactions, qui entraînent la transgression de droits, la torture, et en définitive l'immobilisation stratégique.

Il nous faut demander et exiger avec l'ampleur nécessaire et dans la direction ce qui suit :

- ETA peut-il apporter par sa propre volonté une distension définitive?
- Cette décision ferait-elle partie de l'exercice du respect à la parole d'Euskal Herria ?
- Est-ce que le Gouvernement espagnol et français peuvent contribuer à l'humanisation du conflit en mettant fin à un politique pénitentiaire dont l'inspiration vindicative est claire ?
- Le Gouvernement espagnol et français peuvent-ils reconnaître l'existence d'un Peuple, le Peuple Basque, sujet de droits et qui peut user de son futur librement et démocratiquement ?
- Est-il impossible d'imaginer un processus avec un dialogue multi-parti et entre institutions capables d'arriver à un ou des accords de normalisation politique?
- Est-il impossible d'envisager et d'admettre de la part de tous, Gouvernements et partis politiques, l'idée que de façon claire et démocratique - sans limites, ni imposition, ni exclusion de personne - soit acceptée le choix et la décision des citoyennes et citoyens basques ?

La participation de tous est nécessaire dans un processus politique vers la Paix comme celui qu'exige la société basque. C'est quelque chose que nous devons à ceux qui nous précédèrent, à ceux qui ne sont pas présents parmi nous, nous le devons à tous les Basques, conscients de participer au meilleur investissement que nécessite notre patrie.

GORA EUSKADI ASKATUTA!

Gernika, 31 mars 2002